

Girault, Christian (1981) *Le commerce du café en Haïti. Habitants, spéculateurs et exportateurs*. Paris, Éditions du CNRS, mémoire du Centre d'études de géographie tropicale (CEGET) de Bordeaux, 292 p.

Rodolphe De Koninck

Volume 28, numéro 75, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021683ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021683ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

De Koninck, R. (1984). Compte rendu de [Girault, Christian (1981) *Le commerce du café en Haïti. Habitants, spéculateurs et exportateurs*. Paris, Éditions du CNRS, mémoire du Centre d'études de géographie tropicale (CEGET) de Bordeaux, 292 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 28(75), 522–524.  
<https://doi.org/10.7202/021683ar>

GIRAULT, Christian (1981) *Le commerce du café en Haïti. Habitants, spéculateurs et exportateurs*. Paris, Éditions du CNRS, mémoire du Centre d'études de géographie tropicale (CEGET) de Bordeaux, 292 p.

En prenant comme objet d'étude le commerce du café en Haïti, l'auteur a fait beaucoup plus qu'une simple recherche économique. Il a réalisé une remarquable synthèse géographique où la dynamique des relations sociales est exposée dans ses rapports étroits avec les espaces que ces relations ont animés et contribué à façonner. Il s'agit, schématiquement, de l'arrière-pays des producteurs d'abord, en second lieu des bourgs ruraux d'où rayonnent les marchands intermédiaires, c'est-à-dire les spéculateurs et enfin des bords-de-mer, là où sont établis les exportateurs. C'est la filière du café que C. Girault a remontée, celle de la double dépendance qui, d'une part, relie ces trois espaces entre eux ainsi que les exportateurs, spéculateurs et habitants-producteurs et qui, d'autre part, insère la formation sociale haïtienne dans le marché mondial. Minutieuse sans manie, lucide sans simplification, clairement exposée, la démonstration qui en résulte est didactique.

Avant de mener à bien cette analyse qu'il qualifie lui-même de « remontante » (p. 23), des villes exportatrices de la côte vers les campagnes productrices, l'auteur réalise d'abord une mise en situation fort habile, qui occupe toute la première partie de l'étude (4 chapitres). C'est ici qu'il identifie, dans le premier chapitre, les bases conceptuelles de sa recherche, c'est-à-dire la théorie de la dépendance qu'il expose peut-être un peu trop brièvement. Il annonce tout de même déjà ce qui constituera l'un des principaux éléments d'originalité de son étude, à savoir l'accent qui doit être mis, dans l'examen de la chaîne de la dépendance, tout autant sur les médiations sociales que sur les points nodaux ou, si l'on préfère, les relais géographiques de la dépendance. Puis, dans le second chapitre, il expose succinctement et efficacement la nature du marché mondial du café — premier produit de base commercialisé en 1977, après le pétrole et devant le blé — et la situation tout à fait marginale qu'y occupe Haïti avec 1,2% en volume des exportations mondiales en 1977. Cependant, dans la vie de l'économie haïtienne elles-même le café occupe une place centrale. C'est la principale production agricole de ce pays très pauvre et sa principale source de devises à l'exportation. D'une année à l'autre de la décennie 1970-1980, selon les fluctuations des prix sur le marché mondial, le café représente en valeur 20% à 40% des exportations nationales totales. La situation de dépendance qui en résulte est d'autant plus grande que ses bases historiques (esclavagiste, française et coloniale) sont anciennes et complexes, ce que l'auteur expose dans le troisième chapitre. Il montre aussi combien « c'est la taxe à l'exportation du café qui constitue la planche de salut de l'État haïtien » (p. 58), combien elle sert à rembourser les dettes envers les financiers étrangers. On commence à mieux comprendre pourquoi les institutions étrangères vont chercher à contrôler les douanes du pays, ce qui ira jusqu'à l'occupation américaine de 1915-1934. D'ailleurs, à cette époque, la part du café dans les exportations dépassait 50%. Aussi Girault montre-t-il (dans un quatrième chapitre) comment ont évolué les relations commerciales extérieures et comment la production a baissé depuis les sommets atteints à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Depuis vingt ans, cette production annuelle stagne autour de 35 000 tonnes. Les quantités exportées tendent cependant à baisser, car la consommation nationale, elle, augmente. De plus, les rendements, déjà les plus faibles de toute l'Amérique latine, ne semblent pas augmenter non plus.

Dans les quatre chapitres de la seconde partie, sans doute les plus originaux de l'étude, là où l'auteur a consigné les résultats de ses enquêtes de « terrain », l'on assiste au véritable dévoilement des conditions de la production et de la traite du café. Malgré des conditions écologiques somme toute assez favorables, les techniques de production qui prévalent dans les *mornes* d'Haïti sont, elles, déficientes. Avec un système appelé *grapillage*, on est plutôt devant une culture de type extensif, caractérisé par la cueillette. Ainsi, une multitude de petits paysans, qui en général produisent également des vivres, alimente un marché dont le fonctionnement est particulièrement contraignant pour eux. Car c'est surtout le cheminement du café après sa production que Girault étudie de très près. Certes il présente clairement les grands traits de la production et souligne que même si la grande plantation n'existe à peu près pas en Haïti, la grande propriété existe, y compris celle de l'État. Il y a aussi une stratification sociale marquée, avec la « hiérarchie » des paysans sans terre ou « prolétariat agricole du café », paysans pauvres,

paysans moyens et gros habitants ou « bourgeoisie du café ». Mais devant l'inexistence d'un cadastre et l'extrême indigence des données statistiques sur les conditions agraires mêmes, l'auteur ne peut aller aussi loin dans l'étude des rapports de production qu'il le fait à l'endroit des rapports de circulation. D'ailleurs ceux-ci recouvrent ceux-là en partie.

Ainsi en examinant dans le détail tous les mécanismes de la commercialisation du café et la place prépondérante qu'y occupent les spéculateurs (chapitres six et sept), Girault prête vie à tout un réseau, il l'illumine. Résumer ce qui prend parfois l'allure d'une véritable enquête policière est impossible ici. Disons simplement qu'en montrant quand et comment le café est cueilli puis acheminé vers les deux circuits distincts destinés à la consommation nationale et à l'exportation, l'auteur présente un excellent cours sur la transformation, la préparation et le calendrier du café. Le tout est appuyé sur des photos et surtout des figures et schémas qui résument admirablement la pensée de l'auteur. D'ailleurs, tout au long de ce livre, il importe de le souligner, les schémas et tableaux ont une valeur synthétique et didactique tout à fait exceptionnelles.

La position des spéculateurs dans ce schéma global de la traite est évidemment centrale. Véritables représentants de la bourgeoisie commerciale proprement haïtienne, les petits et gros spéculateurs quadrillent en quelque sorte les espaces de production, à partir des bourgs ruraux dont ils constituent l'élite. En fait le portrait d'un spéculateur est difficile à tracer. Girault en établit plusieurs, tout en évoquant les nombreux personnages (sous-marins, bafonneurs, voltigeurs, pirates, zombis, marrons...) et transactions licites et illicites, toutes les fonctions qui gravitent autour de ceux qui font la jonction entre l'aval et l'amont du système.

À ceux qui se cantonnent dans une vision simpliste des mécanismes externes de la dépendance des petits producteurs agricoles du Tiers Monde à l'endroit du marché mondial contrôlé par les grands, on ne peut que recommander la lecture de ces pages de Girault (pp. 127-155) qui mènent à ce qu'il appelle lui-même la sociologie des spéculateurs (p. 155). Entre les petits producteurs au fond des campagnes et les exportateurs dans les ports articulés, eux, au marché mondial, il faut une couche sociale qui serve à la fois de lien et d'écran.

Car il existe une véritable division sociale et spatiale entre les trois éléments de la pyramide. Selon une législation qui date du XIX<sup>e</sup> siècle, les négociants étrangers ne peuvent toucher au commerce de détail et doivent rester sur la côte. Ainsi se sont établies de réelles enclaves d'exportateurs, dont sont issues les grandes maisons d'exportation et dont Girault dresse le portrait détaillé. On est ici devant l'exemple d'une couche *comprador* occupant une position d'intermédiaire économique dans le commerce international entre les pays industriels et les pays sous-développés.

Dans la dernière partie du livre, les trois derniers chapitres, l'auteur va interpréter de façon globale tous les éléments du système qu'il vient d'analyser. De façon rigoureuse, il rappelle les moments forts de l'analyse qui lui permettront d'exposer la pyramide de l'exploitation. Il le fait de façon habile, maintenant l'intérêt du lecteur, en présentant enfin ce qui cimente cette pyramide : les flux monétaires et le crédit.

Au fond, cette pyramide à trois niveaux (producteurs, spéculateurs et exportateurs), c'est l'État qui la tient à bout de bras. En effet, la taxation du café fournit à elle seule plus de 20% des revenus fiscaux de l'État (p. 183). De plus, cette taxe qui n'a « jamais constitué moins de 20% de la valeur du café exporté » (sauf pour la période 1943-1953), sert à « financer des dépenses qui dans l'ensemble n'ont qu'un lointain rapport avec la culture du café, l'agriculture en général ou le niveau de vie du paysan » (*ibid.*). « On se rend compte alors que l'intégralité de la taxation repose sur les épaules de l'habitant producteur » (p. 186) alors qu'elle représente jusqu'à 30% à 40% de son revenu potentiel. Voilà toute l'originalité, à vrai dire le scandale, de l'agriculture haïtienne. Car, de nos jours, rares sont les pays où la paysannerie supporte le fardeau de l'État d'une façon aussi unilatérale. En général, l'État « achète » ce support en fournissant quelques services, en améliorant l'infrastructure. Ici rien ou presque rien, la paysannerie est pressurée jusqu'aux limites mêmes de sa capacité. Si on y ajoute toutes les vexations, fraudes et combines auxquelles les petits paysans sont soumis, en particulier auprès des spéculateurs, véritables relais du commerce et du crédit et toute la manipulation idéologique exercée par le régime, on doit

considérer la paysannerie haïtienne productrice de café comme l'une des plus écrasées du monde. Cela résulte comme le dit si bien l'auteur de ce que « le commerce du café en Haïti offre un exemple remarquable d'articulation entre la sphère moderne du capital et la sphère archaïque des rapports de production semi-féodaux, entre la ville et la campagne » (p. 210).

Malgré ce carcan, des stratégies paysannes de résistance existent, Girault le montre bien. Même si elles ne sont pour le moment que d'humbles héritières d'un passé où les révoltes paysannes, particulièrement pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, ont durement secoué la république bourgeoise, on voit mal comment le régime de Jean-Claude Duvalier pourrait pousser encore plus loin l'exploitation de la paysannerie haïtienne, sans que celle-ci ne craque.

Quoi qu'il en soit, pour bien comprendre l'oppression dont les petits producteurs de café sont l'objet, une oppression qui s'appuie sur le paternalisme et la démagogie, il importe de lire l'œuvre remarquable de Girault. Il ne dit pas tout, il n'a pas tout vu, il n'a certes pas tout compris, mais ce qu'il nous livre là, c'est un exemple exceptionnel de la validité à la fois scientifique et politique d'une recherche rigoureuse et habile.

Rodolphe DE KONINCK  
*Département de géographie  
Université Laval*

MÜLLER-WILLE, Ludger, Editor (1983) *Conflict in Development in Nouveau-Québec*. McGill Subarctic Research Paper n° 37, Centre for Northern Studies and Research, McGill University, Montréal, 222 p.

Depuis la signature de la Convention de la Baie James et du Nord Québécois (CRJNQ), le nord du Québec a fait l'objet d'un très grand nombre d'études et d'analyses de la part des experts du développement nordique. La plupart d'entre elles ont été menées à l'intérieur des grandes opérations de mise en valeur des bassins de drainage pour des fins hydroélectriques. De plus, des efforts de synthèse ont abouti à la confection de trois documents majeurs : la Société d'énergie de la Baie James présentait en 1978 une monographie complète du territoire de la Baie James ; la Société de développement de la Baie James publiait en 1980 un document concernant les orientations de développement et d'aménagement de ce même territoire ; l'Office de planification et de développement du Québec a préparé à partir de 1979 un document-synthèse sur le nord du Québec paru en 1983.

Le présent ouvrage s'avère un recueil d'articles sur les enjeux du développement dans le nord du Québec. Les auteurs, encore des allochtones, veulent faire le point sur quelques questions qui ont l'habitude de préoccuper les sudistes et les entreprises industrielles gérées par le grand capital et notamment la recherche scientifique du potentiel faunique et les ressources minérales.

Le recueil se compose de sept articles. Les deux premiers sont consacrés à l'analyse des perspectives économiques qui se présentent maintenant dans le Nord du Québec. D'abord, Carole Dufour traite de l'exploration minière effectuée dans la région de Kativik. Elle souligne le fait que les aires d'exploration minière ont été soustraites des terres de catégorie I et II dans la CBJNQ, mais elle ne remet pas en question la Convention sur ce plan. Elle est d'avis au contraire que les autochtones devraient participer à la prospection en tant qu'investisseurs et travailleurs. « La prospection doit être encouragée chez les autochtones » (p. 44). Elle ajoute : « Les sociétés peuvent montrer leur bonne foi en tentant de comprendre la profonde différence qui existe entre la mise en valeur dans le sud et la mise en valeur dans le nord, où pendant des siècles, les autochtones ont été maîtres du territoire » (p. 45). Ici c'est une attitude de bienveillance envers les Inuit qu'elle recherche de la part des grandes entreprises. Elle ne devrait pas oublier cependant que celles-ci et les sociétés étatiques sont les conquérants de l'ère moderne des espaces inuit et